



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 25 août 2025

Faits saillants

- Le ralentissement de la croissance se confirme au 2^{ème} trimestre
- BNS : la probabilité d'un retour à des taux négatifs d'ici la fin de l'année reste faible
- L'industrie des machines et de la tech s'alarme d'une baisse des commandes

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 29/08	Var. vs 22/08
EUR/CHF	0,9328	- 0,6 %
USD/CHF	0,8012	- 0,5 %
SMI	12 219	- 0,2 %
Taux 10a	0,292 %	- 4 pb

Guerre en Ukraine

Reconstruction : La première ministre de l'Ukraine, Ioulia Svyrydenko, s'est rendue à Berne le 28 août où elle s'est entretenue avec la présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter, et la Secrétaire d'Etat à l'Economie, Hélène Budliger Artieda. Les discussions ont porté sur le processus de paix et sur la reconstruction de l'Ukraine. A cette occasion, [12 projets d'entreprises suisses](#), soutenus par le Secrétariat d'Etat à l'Economie, ont été annoncés pour un budget total de 112 M CHF, dont 93 seront financés par la Suisse et le reste par les entreprises suisses et les partenaires ukrainiens. Il est prévu de lancer à l'automne les projets sélectionnés, qui relèvent des domaines de l'infrastructure (énergie, logement), des transports publics, de la santé et du déminage humanitaire. Les entreprises suisses concernées sont déjà actives en Ukraine. Au total, ces projets font partie d'un vaste plan d'action de la Confédération, qui a prévu un total de 5 Mds CHF ces douze prochaines années pour l'Ukraine.

Macroéconomie

Croissance : L'analyse détaillée du PIB du 2^{ème} trimestre du Secrétariat d'Etat à l'Economie (SECO) confirme une croissance faible de +0,1 % en rythme trimestriel (corrigée des événements sportifs), après une progression au-dessus des attentes au 1^{er} trimestre de +0,7 % (chiffre légèrement révisé à la baisse par rapport à juin ; cf. [Veille économique et financière du 30 mai au 6 juin](#)). La création de valeur dans l'industrie manufacturière (-2,4 %) ainsi que les exportations (-4,7 %) ont affiché un net recul ; en revanche, la croissance a été plus ou moins généralisée dans le secteur des services. Le SECO précise que les perspectives se sont assombries pour l'économie suisse depuis l'entrée en vigueur des surtaxes douanières américaines de 39 %. Si la prochaine actualisation des prévisions conjoncturelles est prévue pour le 16 octobre, les économistes du SECO ont d'ores et déjà publié un nouveau scénario qui tient compte des effets des droits de douane : le PIB devrait connaître une faible croissance, voire un léger recul, aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres. Néanmoins, le risque de grave récession est écarté à ce stade même si les conséquences économiques pour certaines branches et entreprises pourraient s'avérer sérieuses. Ce nouveau scénario table sur une croissance économique suisse de +1,2 % en 2025 et +0,8 % en 2026 (contre respectivement +1,3% et +1,2% prévus en juin dernier).

Droits de douane américains : Selon une étude d'UBS, les nouveaux droits de douane imposés par l'administration Trump représentent un risque important pour l'économie suisse, avec jusqu'à 20 000 emplois en danger. L'**Indicateur de compétitivité des cantons 2025** fait apparaître les cantons exportateurs les plus dépendants du marché américain, comme Nidwald (44 % de ses exports vers les Etats-Unis, notamment du fait de la présence du constructeur aéronautique Pilatus) et Neuchâtel (38 %, horlogerie), parmi les plus vulnérables. Le cas de Bâle-Ville, berceau de Roche et Novartis, résume l'ambiguïté de la situation actuelle : si le canton concentre un tiers des exportations suisses et illustre l'exposition de la Confédération, son secteur dominant, la pharma, reste pour l'instant exempté. Sous pression pour infléchir les prix pratiqués outre-Atlantique, les entreprises pharmaceutiques pourraient accélérer les délocalisations industrielles. Dans le cadre de l'engagement communiqué en avril d'investissements de 50 Md USD, Roche a annoncé cette semaine lancer la construction, pour 700 M USD, d'une usine en Caroline du Nord. Dans les secteurs touchés par les surtaxes et qui ne peuvent investir aux Etats-Unis, certaines entreprises envisagent des délocalisations vers l'UE pour bénéficier de droits de douane moins élevés.

Emploi : Au 2^{ème} trimestre, l'emploi en Suisse (hors agriculture) a continué sa progression (+0,6 % sur un an, comme au T1), avec plus de 5,5 millions de postes, selon l'Office fédéral de la statistique (OFS) ; 2,3 millions d'entre eux étaient à temps partiel (occupés à 69 % par des femmes). Le secteur secondaire a perdu 4 600 emplois (-0,4 %, après +0,2 %), signe des difficultés récentes de l'industrie, et le tertiaire en a gagné 40 000 (+0,9 %, après +0,7 %). Selon l'OFS, les entreprises ont de moins en moins de difficultés à trouver du personnel : les postes vacants ont baissé, de -10 % sur un an, à 93 200 offres non pourvues. Pour rappel, le taux de chômage au sens du BIT s'élevait à 4,6 % au 2^{ème} trimestre (contre 4,0 % il y a un an).

Secteur financier

Banque nationale suisse : Lors d'une interview donnée à la presse spécialisée et publiée le 27 août, le vice-Président de la Banque nationale suisse (BNS), Antoine Martin, s'est exprimé sur les points suivants :

- concernant la politique monétaire dans le contexte des surtaxes douanières : la BNS privilégie une approche prudente et indépendante afin d'assurer la stabilité des prix. Si les surtaxes douanières américaines pèsent sur les perspectives de croissance de l'économie suisse, leur impact précis demeure incertain. La probabilité d'un retour à des taux directeurs négatifs d'ici la fin de l'année (le principal taux directeur étant nul depuis le 20 juin) est relativement faible sauf en cas de forte aggravation de la conjoncture. En outre, l'inflation, qui est très faible (+0,2% en juillet), devrait repartir légèrement à la hausse, éloignant le risque de déflation.
- concernant la stabilité financière : la BNS soutient les mesures proposées par le Conseil fédéral pour renforcer la réglementation Too Big To Fail et notamment l'augmentation des exigences en fonds propres pour UBS, afin de prévenir d'éventuelles crises, bien qu'aucun risque systémique ne soit actuellement identifié. La reprise de Credit Suisse par UBS a par ailleurs contribué à stabiliser le système financier.
- concernant les stablecoins et les autres cryptomonnaies : pour Antoine Martin, les stablecoins adossés aux CHF ne posent pas de problème tant que le CHF reste le moyen de paiement officiel. Le principal risque résiderait dans une désintermédiation bancaire en cas de transfert massif des dépôts vers ces actifs, un scénario qui n'est pas observé à ce jour. Quant au bitcoin, il le considère comme un actif hautement spéculatif et volatile, qui n'a pas vocation à intégrer les réserves de la BNS.

Finance durable : A l'instar de plusieurs grandes banques américaines, UBS a annoncé discrètement début août son retrait de la Net-Zero Banking Alliance (NZBA), alors que la première banque suisse figurait parmi les membres fondateurs. Lancée en 2021 par l'ONU pour accompagner les banques dans leurs objectifs climatiques, la NZBA se voit aujourd'hui obligée de prendre la décision de suspendre ses activités. Le départ d'UBS s'inscrit dans un contexte de forte pression politique aux Etats-Unis depuis l'élection de Donald Trump qui affiche sa volonté de relancer massivement l'exploitation des énergies fossiles. UBS explique dans un communiqué que ses capacités internes

sont désormais suffisantes pour poursuivre ses propres stratégies de durabilité, tout en affirmant vouloir rester un acteur majeur de la transition énergétique. Plusieurs acteurs suisses, comme la fondation Ethos pour le développement durable, déplorent le désengagement d'UBS, tout comme le report des objectifs environnementaux de la banque de 2025 à 2035 à la suite du rachat de Credit Suisse.

Secteurs non financiers

Industrie MEM : Le secteur suisse des machines, des équipements et des métaux, qui exporte près de 80 % de sa production, connaît de graves difficultés, avant même d'être frappé par la politique protectionniste américaine. La faitière de la branche, Swissmem, s'inquiète d'une « récession industrielle » : au 2^{ème} trimestre, les chiffres d'affaires ont reculé de -2,2 % (en glissement annuel, en baisse pour le 9^{ème} trimestre consécutif) et les commandes de -13,4 % par rapport au 1^{er} trimestre, avant même l'entrée en vigueur des tarifs punitifs. Pour les PME, fortement exposées aux États-Unis (qui absorbent 15 % des exportations), la situation est particulièrement critique : leurs marges déjà limitées ne leur permettent pas d'absorber une telle hausse des coûts, et nombre d'entre elles songent à réduire la production, recourir au chômage partiel ou envisager une délocalisation vers l'UE ou les États-Unis. Beaucoup dénoncent en outre un traitement inéquitable, leurs concurrents européens ou japonais étant moins touchés que les suisses. Swissmem et Swissmechanic réclament un allègement de la bureaucratie, une stratégie claire de la Confédération, une accélération des accords de libre-échange (comme avec le Mercosur) et un soutien à l'innovation pour renforcer la compétitivité.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Julie MURO

Rédaction : Julie MURO, Martin ALBOUY

Abonnez-vous : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.